



## PRÉPARONS-NOUS À NOUS BATTRE... POUR NOS SALAIRES !

*Ce mardi 19 mai, les députés devraient voter la Loi de programmation militaire et sa rallonge de 36 milliards d'euros pour le budget de l'armée. Celui-ci est porté à 436 milliards pour la période 2024-2030. Des sommes qui, loin de nous garantir quelque protection que ce soit, alimentent une course mondiale aux armements et participent à la menace qu'éclate dans un horizon pas si lointain une guerre d'envergure.*

### Dormez tranquilles, l'armée française pille

Ces milliards n'attendent pas la troisième guerre mondiale pour servir, comme l'illustrent en ce moment les ronds dans l'eau du porte-avions Charles de Gaulle en appui de l'offensive américano-israélienne contre l'Iran. Ces engagements protègent le pillage des pays pauvres par les pays riches. Ils défendent les intérêts des grandes entreprises françaises, leurs actionnaires, leurs profits, mais pas nos salaires ni nos emplois ! Et servent de prétexte aux coupes budgétaires redoublées pour les écoles ou les hôpitaux !

### Vivre dans un pays allié de Trump, ça coûte cher

Trump fait payer au monde entier ses sales guerres au Moyen-Orient. Par sa faute, de plus en plus de pays sont confrontés aux pénuries d'électricité, le pétrole et le gaz nécessaires à leurs centrales étant bloqués dans le détroit d'Ormuz. Le blocage de 35 % des engrais de la planète promet des pénuries alimentaires à l'issue des récoltes forcément amoindries de la saison.

Les patrons licencient déjà à tour de bras, et il est bien certain qu'ils vont prétexter du blocage du détroit d'Ormuz pour continuer, même si ce n'est pas encore comme au Bangladesh où les usines ferment et jettent les ouvriers à la rue faute de courant pour alimenter les machines. Mais, depuis un mois, ce n'est plus seulement le carburant qui grimpe. C'est aussi le panier de course hebdomadaire.

### Une vraie augmentation, c'est 400 euros mensuels et pas un Smic en dessous de 2000 euros net !

Le ministre du Travail, Farandou, a annoncé une hausse du Smic au 1<sup>er</sup> juillet : 2,4 %, 44 euros brut de plus par mois. Sans gêne, cet ancien PDG désormais payé « seulement » 7,5 Smic juge la hausse « substantielle » ! Une vraie augmentation, c'est ce qui nous permettrait d'en finir avec les découverts, le rationnement dans les rayons du supermarché ou l'auto-interdiction de sortir le week-end.

Il manque au moins 400 euros par mois à tous les salaires, pas juste au Smic. Mais les réactions hostiles à la hausse du Smic sont significatives. Elles émanent des ennemis du monde du travail. Le Rassemblement national explique par exemple que si le Smic augmente, il va finir par rattraper les autres salaires. Sauf que si aucun salaire n'augmente, c'est tout le monde qui va être rattrapé... par la misère !

### Pas d'autre choix que lutter

Tout comme d'autres à droite, le RN plaide pour augmenter la part du salaire net dans le brut. Manière de dire qu'on pourrait régler le problème sans faire payer les patrons. C'est oublier un peu vite que la différence entre le salaire net et le salaire brut, c'est nos retraites, l'assurance-maladie, etc. : tout l'argent grâce auquel on ne crève pas de faim quand on est trop âgé ou trop malade pour travailler... ou tout simplement jeté au chômage.

Il n'y a pas d'« argent magique » ? C'est sûr ! Tout l'argent des capitalistes, c'est nous qui le créons ! Les prestidigitateurs, ce sont les PDG, les gouvernements à leur service, tous ligués pour nous faire croire que cet argent revient de droit aux actionnaires.

Voilà pourquoi il n'y a pas à leur quémander un « coup de pouce », mais à revendiquer notre dû. Voilà pourquoi il ne sert à rien d'attendre 2027 et qu'une nouvelle équipe, prenant le relais des macronistes, nous prêche à son tour patience et frugalité. Et si les directions syndicales confédérales refusent d'engager le bras de fer dès maintenant, rien ne nous empêche d'organiser, à la base, une lutte qui s'étende partout où les bas salaires sévissent... c'est-à-dire partout !

**Abonnez vous à la Newsletter du  
NPA Révolutionnaires de Grenoble :**



Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

# BRÈVES

## **ST Tours : les premiers effets des suppressions de postes se font sentir**

Les premiers effets des suppressions d'emplois à Tours se font sentir : une soixantaine de salariés sont déjà partis ou très près de partir d'après la CGT du site. Résultat : manque de techniciens de maintenance et intensification du travail pour les personnes restantes.

## **La Cour des comptes pointe les aides publiques versées à ST**

Dans un rapport publié en avril, la cour des comptes estime à 8,7 milliards d'euros les aides publiques versées à la filière microélectronique en France entre 2018 et 2025, sans compter les aides en fonds propres ni les exonérations de cotisations. L'institution dirigée par Amélie de Montchalin (ex-cadre d'Axa et de la BNP, trois fois ministre sous Macron) indique que ces "montants d'aide accordés par entreprise sont parmi les plus élevés dans l'histoire de la politique industrielle française". Le projet d'extension du site de Crolles est particulièrement pointé : alors que 1000 créations d'emplois étaient attendues, ce sont 1000 suppressions d'emplois qui ont été annoncées... ce qui n'a pour l'instant pas empêché ST d'empocher les 574 millions d'euros prévus par l'échéancier.

## **Contrats avec SpaceX avec Amazon : travailler plus pour gagner pareil ?**

Les bonnes affaires de ST avec Amazon et Space X continuent : un contrat que la presse estime à \$5 milliards sur les cinq prochaines années a été conclu pour fournir Amazon Web Services tandis que les revenus issus du marché des satellites de SpaceX ont atteint \$600 millions en 2025. Quid des embauches et hausse de salaires pour accompagner la réalisation de ces projets supplémentaires ?

## **Retour sur un coup de com' qui sent l'enfumage**

1er mai 2026, 4 heures : les premiers salariés de la boulangerie Le Pétrin dauphinois à Domarin (Isère) commencent leur journée. Ce n'est ni le paternalisme ambiant dans les magasins, ni les salaires mangés par l'inflation, ni encore la peur des représailles qui les ont poussés à sacrifier un jour de repos payé. La preuve ? Leur patron, M. Amieux, leur a fait signer un papier qui le dit !

8 h 30 : des inspecteurs du travail font savoir à M. Amieux qu'il est dans l'illégalité et qu'il risque une amende. Il ne l'ignorait pas, mais il s'en fiche un peu. Depuis des années qu'il exploite ses salariés le 1er mai, ce n'est pas en 2026 que ça va changer...

12 h 10 : M. Amieux, par ailleurs président de la fédération des boulangers locale, intervient par téléphone sur RMC, radio officieuse du petit patronat pleurnicheur. M. Amieux a 14 salariés, ce n'est pas vraiment un « petit », mais qu'importe, il déroule : « Ça ne me fait pas peur [...] le Premier ministre a été clair que s'il y aurait des amendes, on ne les paierait pas ».

Juste après son passage radio, le Premier ministre l'appelle et lui confirme qu'il n'aura aucune sanction. Ce petit numéro est à la fois un coup de com' et un coup monté qui fait passer un gros boulanger pour la petite victime d'une vilaine tradition ouvrière. Il n'avait qu'un seul but : faire accepter un recul sur un jour qui doit rester celui des travailleurs !

## **Où est l'argent ?**

Une étude Oxfam vient d'être publiée sur 1 500 entreprises et sur 33 pays. Elle montre que les PDG et dirigeants français deviennent de plus en plus riches et les salariés de plus en plus pauvres. Sur les six dernières années, l'évolution mondiale indique que le salaire réel des travailleurs (équivalent à leur pouvoir d'achat) a diminué de 11 % tandis que celui des PDG a augmenté de 54 %. Ce sont les travailleurs qui créent la richesse, elle devrait leur revenir. Bienvenue dans le capitalisme !

## **Carburants : TotalEnergies tient la dragée haute au gouvernement**

D'après une enquête de l'Agence France-Presse portant sur 7 299 stations, les prix du SP95 et SP98 ont atteint leur plus haut niveau depuis le début de la guerre contre l'Iran, lancée il y a plus de deux mois par les États-Unis et Israël. Le prix du litre de super sans plomb SP95-E10, l'essence la plus consommée dans le pays, était en moyenne mercredi 6 avril à 2,038 euros. C'est 32 centimes de plus (+18,47 %) par rapport au 27 février, veille des premières frappes sur l'Iran. Le SP98 s'affichait à 2,123 euros le litre une hausse de près de 30 centimes (+16,29 %). Face à cela le gouvernement a adopté quelques mesurées et se refuse toujours à s'en prendre aux sur-profits des raffineurs et des distributeurs. Bien mieux, le principal d'entre eux, TotalEnergies, accusé notamment de « profiter de la guerre » après avoir révélé ses records de bénéfices au premier trimestre, a menacé les pouvoirs publics d'arrêter son plafonnement du prix des carburants dans ses stations-service en cas de surtaxe sur ses profits. Et, comme d'habitude, le gouvernement se couche...

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere

@gmail.com